

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 23/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GBFOODS PRODUCTION FRANCE SAS

1420 Route de Carpentras
84130 Le Pontet

Références : D-0358-2024
Code AIOT : 0006400451

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2024 dans l'établissement GBFOODS PRODUCTION FRANCE SAS implanté 1420 Route de Carpentras 84130 Le Pontet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GBFOODS PRODUCTION FRANCE SAS
- 1420 Route de Carpentras - 84 130 Le Pontet
- Code AIOT : 0006400451
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise GB FOODS PRODUCTION située au PONTET a pour activité principale la fabrication de potages et soupes sous conditionnement aseptique (sous la marque LIEBIG par exemple) et le conditionnement de soupe déshydratée (sous la marque ROYCO par exemple).

Le site industriel est autorisé au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) par l'arrêté préfectoral du 28 février 2017 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Fluides frigo/SAO/GESF
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
2	Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'eau	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe 1 - Titre 2 - Point 7.2	/	Demande d'action corrective	6 mois
4	Fiches d'intervention des équipements	Code de l'environnement du 12/04/2023, article R.543-82	/	Demande d'action corrective	Sans délai
8	Contrôle d'étanchéité	Règlement européen du 16/04/2014, article 4	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Fluides frigorigènes	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe 1 - Titre 2 - Point 10.2	/	Sans objet
5	Rubrique ICPE 1185	Code de l'environnement du 12/04/2023, article R.512-47 I.	/	Sans objet
6	Restrictions d'utilisations de fluides à PRG élevé	Règlement européen du 16/04/2014, article 13.3	/	Sans objet
4	Restrictions d'utilisations de fluides à PRG élevé	Règlement européen du 16/04/2014, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des engagements pris par l'exploitant dans le cadre du dernier réexamen des conditions d'exploitation, l'inspection des installations classées a constaté que :

- L'exploitant n'utilise plus que des fluides frigorigènes dépourvus de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et présentant un faible potentiel de réchauffement planétaire.
- L'exploitant a augmenté la fréquence de surveillance des paramètres « azote total » et « phosphore » dans le rejet en sortie de la station d'épuration interne ;
- La qualité du rejet de la station d'épuration interne n'est pas conforme aux NEA-MTD applicables pour l'azote total et le phosphore. L'exploitant a défini et programmé en 2024 des modifications des équipements de traitement de ses rejets pour atteindre la conformité.

Le contrôle des équipements contenant des fluides frigorigènes a mis en évidence que :

- L'exploitant ne respecte pas systématiquement l'obligation de contre-signature des rapports d'intervention, en sa qualité de détenteur.
- Le délai de 6 mois pour le contrôle de l'étanchéité est dépassé pour deux équipements.

Le nombre de plaques disponibles sur le site pour obturer les avaloirs du réseau de collecte des eaux pluviales du bassin versant BV 10 est insuffisant, et doit donc être complété.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, gestion des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : demande d'actions correctives• date d'échéance qui a été retenue : 15 jours
Prescription contrôlée : <p>Le site est délimité en 12 bassins versant, tels que définis par l'étude de gestion des eaux pluviales réalisée par le bureau d'études HYDROSOL Ingénierie, version 1 du 16 novembre 2017 (cf. plan en annexe du présent arrêté, complétée le 25 novembre 2020 (version 3 — dossier 4241 - BV8BIS). Chaque bassin versant dispose des dispositifs listés dans le tableau ci-après. Certains de ces dispositifs sont existants. Pour ceux non existants, l'exploitant doit réaliser les travaux de mise en œuvre selon les échéances fixées dans le tableau ci-dessous. Pour le bassin versant BV10, aucun stockage de produit hors rétention ou sur une zone non raccordée à la station d'épuration n'est permis. En outre, en cas d'accident ou d'incendie, l'exploitant dispose, sur les bouches aériennes connectées au réseau d'eaux pluviales de ce bassin versant, des obturateurs permettant d'éviter le rejet d'effluents pollués au milieu naturel. L'exploitant met en place des procédures ou consignes pour confiner les eaux polluées (y compris les eaux d'extinction d'incendie) sur site. En particulier, ces consignes font état des vannes à manipuler. Ces procédures sont testées lors d'exercices in situ, au moins une fois par an. Le retour d'expérience de ces exercices est tracé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats :

<p>Pour rappel, à l'issue de la visite du 09/06/2022, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> justifier, sous 15 jours au plus tard, la commande d'obturateurs pour les plaques d'égouts du bassin versant BV10, transmettre, dans le même délai, la procédure de confinement des eaux polluées complétée. <p>L'exploitant a adressé à l'Inspection les éléments susvisés par courriel du 18/07/2022.</p> <p>En séance le 25/04/2024, l'exploitant a présenté à l'Inspection la procédure de confinement des eaux polluées, mise à jour en date du 16/04/2024, ainsi que le dernier compte-rendu d'exercice réalisée le 04/04/2024.</p> <p>L'Inspection constate que l'exploitant dispose à ce jour de 4 plaques obturatrices, de différentes tailles. Ce nombre est insuffisant au regard du nombre d'avaloirs présents sur le bassin versant BV10 (une dizaine). L'exploitant complètera sa réserve de plaques obturatrices, dans un délai de 3 mois.</p> <p>L'Inspection a formulé les recommandations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> les plaques obturatrices sont entreposées dans le local sécurité, qui se trouve à l'entrée du site. Ce local est éloigné de BV10. Il conviendrait de disposer les plaques plus près des avaloirs à protéger, afin de garantir une intervention rapide en cas de sinistre ; le bassin BV10 comporte de nombreux avaloirs répartis sur une surface étendue ; il conviendrait de les repérer par un marquage de couleur.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe 1 - Titre 2 - Point 7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant surveille les émissions dans l'eau et respecte les VLE suivantes :</p>

Substance/paramètre	VLE en mg/l (II) (III) (XI)	Fréquence de surveillance (IX)
Demande chimique en oxygène (DCO) (V)	100 (I)	Une fois par jour (X)
Azote global (NG)	20 (VI) (VII)	
Carbone organique total (COT) (V)	-	
Phosphore total (PT)	2 (I) (VIII)	
Matières en suspension totales (MEST)	50 si le flux est inférieur ou égal à 15 kg/jour ou si l'efficacité du traitement est supérieure ou égale à 90 % 35 si le flux est supérieur à 15 kg/jour et si l'efficacité du traitement est inférieure à 90 %	
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	100 si le flux est inférieur ou égal à 30 kg/jour ou si l'efficacité du traitement est supérieure ou égale à 90 % ou si le rejet s'effectue en mer (IV) 30 si le flux est supérieur à 30 kg/jour et si l'efficacité du traitement est inférieure à 90 % (IV)	Une fois par mois (X)

Constats :

Dans son dossier de réexamen, transmis le 11/05/2021, l'exploitant s'était engagé à mettre en conformité les fréquences de surveillance de l'azote total (hebdomadaire → journalière) et du phosphore (hebdomadaire → journalière). Après contrôle des déclarations d'autosurveillance dans l'application GIDAF, l'Inspection constate que les fréquences de surveillance de l'azote total et du phosphore sont conformes.

L'exploitant s'était également engagé à respecter, à compter du 04/12/2023, les valeurs de rejets dans l'eau suivantes :

- DCO : 100 mg/L (contre 125 mg/L auparavant)
- Azote total : 20 mg/L (contre 30 mg/L auparavant)
- Phosphore : 2 mg/L (contre 10 mg/L auparavant)

Les déclarations d'autosurveillance faites dans l'application GIDAF montrent que :

- les concentrations mesurées en DCO sont conformes ;
- les concentrations mesurées en azote total et en phosphore sont non conformes.

L'exploitant indique qu'un plan d'actions a été défini et mis en œuvre pour respecter les VLE fixées pour l'azote et le phosphore :

- réduire la charge en azote en entrée de la STEP ;
- faire réaliser un audit de fonctionnement des étapes de traitement de la STEP par un cabinet extérieur.

L'audit réalisé a permis de définir les modifications à apporter à la STEP pour optimiser les étapes de traitement :

- Traitement du phosphore par injection de chlorure ferrique. Les équipements et travaux à prévoir sont les suivants :
 - Mise en place d'une cuve de stockage de 5 m³ de chlorure ferrique et de sa rétention ;
 - Asservissement de l'injection de chlorure ferrique (2 pompes doseuses (normal et

<p>secours)) au débit d'effluents à l'entrée de la step ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ Modification automatisme et supervision ; ◦ Reprise génie civil pour poser la nouvelle cuve. <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'une sonde redox pour piloter l'aération du bassin biologique. Les équipements et travaux à prévoir sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Asservissement du fonctionnement des turbines à la mesure du potentiel redox ; ◦ Mise en place d'agitateurs en fond de bassin biologique ; ◦ Modification automatisme et supervision. <p>Les travaux sont évalués à 193 k€ et sont prévus en septembre 2024. Une subvention d'un montant de 44 769 € a été obtenue auprès de l'agence de l'eau.</p> <p>L'exploitant justifiera la fin des travaux dans un délai de 6 mois au plus tard.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe 1 - Titre 2 - Point 10.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant utilise des fluides frigorigènes dépourvus de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et présentant un faible potentiel de réchauffement planétaire. Les fluides frigorigènes appropriés comprennent notamment l'eau, le dioxyde de carbone ou l'ammoniac.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son dossier de réexamen, l'exploitant s'était engagé à remplacer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le fluide du système de protection incendie de la salle de supervision process (FM 200), d'ici le premier trimestre 2022, • Le fluide de la centrale de production de froid (entrepôts froid négatif et fonctionnant au R404, d'ici le mois d'août 2022. <p>L'exploitant a confirmé que les travaux ont été réalisés, pour un montant total de 639 €.</p> <p>L'exploitant adressera, au plus tard sous un mois, un porter-à-connaissance relatif aux modifications apportées aux installations, et justifiera également l'élimination en bonne et due forme des fluides susvisés.</p> <p>Les fluides frigorigènes des autres installations de refroidissement (sur la base du listing adressé par l'exploitant par courriel du 16/04/2024) présentent tous un potentiel nul d'appauvrissement de la couche d'ozone et un faible potentiel de réchauffement planétaire (< 1500 tonnes équivalent CO2).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Fiches d'intervention des équipements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/04/2023, article R.543-82
Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des fuites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.</p> <p>Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n°</p>

<p>517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite, l'exploitant a adressé à l'Inspection, par courriel du 16/04/2024, la liste des équipements frigorifiques qu'il possède, ainsi que la dernière fiche d'intervention de chaque équipement nécessitant un contrôle d'étanchéité périodique.</p> <p>L'exploitant dispose désormais de 15 équipements frigorifiques dont la charge unitaire en HFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO₂. Par sondage, l'Inspection a contrôlé les fiches d'intervention relatifs aux derniers contrôles d'étanchéité réalisés sur les équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - équipement de marque TRANE, fluide : R407C (30 kg), opérateur : ENGIE, fonction : froid positif, fiche d'intervention du 31/10/2023 ; - équipement de marque TRANE, fluide : R407C (11 kg), opérateur : Froid Provençal, fonction : sècheur d'air, fiche d'intervention du 03/11/2023. <p>L'Inspection a constaté que ces fiches n'étaient pas signées par l'exploitant, en sa qualité de détenteur des équipements. L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour respecter l'obligation susvisée, dès la prochaine intervention.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : sans délai</p>

N° 5 : Rubrique ICPE 1185

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/04/2023, article R.512-47 I.</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 créant la rubrique 1185 :</p> <p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation :</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de 15 équipements frigorifiques possédant une charge unitaire supérieure à 2 kg, ils sont concernés par la rubrique 1185-2-a de la nomenclature ICPE. La quantité cumulée de fluides étant de 862,9 kg (donc > 300 kg), les équipements sont classés à déclaration.</p> <p>La quantité de fluide est légèrement inférieure à celle actée dans le dernier tableau de nomenclature ICPE, dans l'arrêté préfectoral du 28/12/2021 rectifié. Le régime de classement est inchangé (déclaration).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Restrictions d'utilisations de fluides à PRG élevé

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 13.3
Thème(s) : Produits chimiques, Interdiction de certains types de gaz
Prescription contrôlée : <p>3. A partir du 1er janvier 2020, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 pour l'entretien ou la maintenance des équipements de réfrigération, ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO2 ou plus, est interdite.</p> <p>Le présent paragraphe ne s'applique pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à - 50 °C.</p> <p>Jusqu'au 1er janvier 2030, l'interdiction visée au premier alinéa ne s'applique pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes :</p> <p>a) les gaz à effet de serre fluorés régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 6 ;</p> <p>b) les gaz à effet de serre fluorés recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne peuvent être utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.</p>
Constats : <p>L'exploitant ne dispose plus d'équipements utilisant des gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500.</p> <p>Non soumis.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Restrictions d'utilisations de fluides à PRG élevé

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 5
Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des fuites
Prescription contrôlée : <p>1. Les exploitants des équipements énumérés à l'article 4, paragraphe 2, points a) à d), et contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection de fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.</p> <p>2. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, points f) et g), et contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 et qui ont été installés à partir du 1^{er} janvier 2017, veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.</p> <p>3. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, points a) à d) et g), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>4. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, point f), qui sont soumis au paragraphe 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient</p>

contrôlés au moins une fois tous les six ans pour s'assurer de leur bon fonctionnement.
Constats : L'exploitant ne dispose plus d'équipements utilisant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2. Non soumis.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôle d'étanchéité

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 4
Thème(s) : Produits chimiques, Contrôle d'étanchéité
Prescription contrôlée : 1. Les exploitants d'équipements qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 5 tonnes équivalent CO2, non contenus dans des mousses, veillent à ce que ces équipements fassent l'objet de contrôles d'étanchéité. 2. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants des équipements ci-après qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés: a) équipements de réfrigération fixes; b) équipements de climatisation fixes; c) pompes à chaleur fixes; d) équipements fixes de protection contre l'incendie; e) unités de réfrigération des camions et remorques frigorifiques; f) appareils de commutation électrique; g) cycles organiques de Rankine. 3. Les contrôles d'étanchéité en vertu du paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante: a) pour les équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 5 tonnes équivalent CO2 mais inférieures à 50 tonnes équivalent CO2: au moins tous les douze mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé, au moins tous les vingt quatre mois; b) pour les équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 50 tonnes équivalent CO2 mais inférieures à 500 tonnes équivalent CO2: au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé, au moins tous les douze mois; c) pour les équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2: au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé, au moins tous les six mois.
Constats : 15 équipements détenus par l'exploitant sont soumis au contrôle d'étanchéité, tous les 6 ou 12 mois. Le délai de 6 mois est dépassé pour les équipements suivants : - équipement de marque MTA, fluide : R407C (32 kg), opérateur : ENGIE, fonction : froid positif ; - équipement de marque TRANE, fluide : R407C (54 kg), opérateur : Froid Provençal, fonction : R & D. L'exploitant justifiera sous un mois la réalisation des contrôles d'étanchéité des équipements susvisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois